

LES PEUPLES AUTOCHTONES EN DANGER AU PARAGUAY

31 mars 2009

En ne prenant pas les mesures requises pour protéger les droits des peuples autochtones, l'État paraguayen oblige nombre d'entre eux à vivre dans la misère et condamne de fait une partie de cette population à mort, affirme Amnesty International.

Les communautés autochtones des *Yakyes Axas* et des *Sawhoyamaxas*, déplacées de leurs terres ancestrales, vivent le long de l'autoroute reliant Pozo Colorado à Concepción depuis plus de dix ans. Dans l'incapacité de retourner sur leurs terres, leurs membres subsistent dans des conditions précaires, ne pouvant se procurer ni eau ni nourriture par leurs propres moyens, et recevant des soins médicaux et une instruction insuffisants.

En réponse à leur situation désespérée, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a jugé en 2005 et 2006 que les autorités paraguayennes devaient rendre leurs terres aux deux communautés.

« Dans ces conditions, c'est la survie même des Yakyes Axas et Sawhoyamaxas qui est en danger, estime Louise Finer, chercheuse pour le Paraguay à Amnesty International. Mais le gouvernement a le pouvoir de témoigner de son engagement à respecter les droits des populations autochtones en se conformant pleinement aux décisions de la Cour. Ces deux communautés ont attendu suffisamment longtemps. »

Dans ses arrêts, la Cour interaméricaine a fixé comme date butoir le 13 juillet 2008 pour la restitution des terres aux *Yakyes Axas* et le 19 mai 2009 pour les *Sawhoyamaxas*. La Cour avait également ordonné à l'État paraguayen, tant que cette décision ne serait pas respectée, d'assurer aux deux communautés des services de base – tels que l'accès au réseau d'assainissement, des soins médicaux, de l'eau et de la nourriture – afin de permettre leur survie.

Plus de 27 membres de ces deux communautés sont morts de problèmes qui auraient pu être évités, depuis que la Cour interaméricaine des droits de l'homme a

rendu ses jugements. Au cours des quatre derniers mois, six *Sawhoyamaxas*, dont quatre enfants de moins de deux ans, ont succombé à des crises de diarrhée et de vomissements.

Des mesures ont été prises par le président Fernando Lugo, qui a notamment présenté un projet de loi d'expropriation des terres revendiquées par les *Yakyes Axas*, projet que le Congrès doit encore approuver.

« Les mesures prises par le gouvernement paraguayen pour aider les populations autochtones sont positives, mais il faut faire plus et plus vite, a déclaré Louise Finer. Il y a urgence pour les Yakyes Axas et les Sawhoyamaxas ; si leurs terres ne leur sont pas rendues et si des fonds ne leur sont pas alloués pour leur développement, d'autres vies pourraient être mises en jeu. »

Les *Yakyes Axas* et les *Sawhoyamaxas* réclament la rétrocession de leurs terres ancestrales depuis plus de quinze ans.

« Nous demandons simplement qu'on nous rende notre terre, la terre où nos grands-parents sont nés et où ils sont enterrés, où nous sommes nés », a déclaré Venancio Flores, de la communauté yakye axa, à Amnesty International en novembre 2008.

Selon le dernier recensement des populations autochtones en 2002, 45 pour cent de celles du Paraguay ne possèdent pas de titres de propriété sur leurs terres.

POUR EN SAVOIR PLUS

Blog d'Amnesty International relatif aux communautés indigènes au Paraguay
(en anglais)

Paraguay. Préoccupations d'ordre médical. Les membres des communautés indigènes sawhoyamaxa et yakye axa (action urgente, 16 février 2009)